

Un enseignement agricole : oui, mais avec quels moyens ?

Les rentrées scolaires se suivent, et hélas se ressemblent. Lors des échanges avec le SRFD et la DRAAF en juin, la délégation régionale avait eu un mauvais pressentiment sur les moyens qui seraient distribués aux établissements.

La baisse de la dotation globale horaire (DGH) ne permet plus le dédoublement des disciplines dans des salles de spécialités en laboratoire ou salle informatique. Cette baisse oblige le mixage de classes de niveaux ou de filières différentes.

Ajouté à ça, le manque d'information sur la dotation des AE et AESH ne permet pas aux lycées de faire une rentrée sereine.

Comment peut-on construire des projets éducatifs, faire réussir les élèves sans une anticipation des moyens nécessaires au bon fonctionnement d'un établissement scolaire ?

Pourtant, le changement de modèle agricole, l'enseignement à la transition écologique font de plus en plus l'actualité, mais donnons nous réellement les moyens aux établissements agricoles publics de répondre à ses enjeux ?

Benjamin BRO SNETAP - FSU.



Pensez à vous resyndiquer !

La FSU défend toutes celles et ceux qui font le service public

21 organisations syndicales et 200 000 adhérent.es uni.es pour peser ensemble !

Rejoignez-nous en adhérant directement auprès du syndicat FSU qui défend votre métier et votre secteur d'activité.

Unissons-nous syndiquiez-vous!

U. ENGAGÉ-ES AU QUOTIDIEN F.S.U.

N° 113 :

Juillet - Août - Septembre 2023

EDITO : Ne nous voilons pas la face !

Rentrée de septembre: la communication est bien rodée et il faut rassurer les parents, il y aura un professeur devant chaque classe et les remplacements seront assurés. C'est la parole du ministre l'éducation, c'est son affaire et la chasse gardée aussi de notre président donc tout va se passer pour le mieux, vu de Paris centre en tous cas.

Mais comment peut-on changer sans baguette magique un état de fait récurrent depuis de nombreuses années, qui accumule les retards dans le recrutement et que l'embauche massive de précaires ne compense pas ? Qui a été capable de penser que le pacte allait être la solution alors que tous les syndicats (qui représentent les personnels faut-il le rappeler) s'y étaient opposés et n'avaient pas été concertés ?

Sur le terrain il manque des professeurs dans un établissement sur deux à la rentrée mais aussi toutes sortes de personnels (CPE , infirmières, assistantes sociales, Psy-EN, AESH...) et il faut faire vite diversion donc on va parler de laïcité, traiter le problème vestimentaire de façon tonitruante quitte à crisp davantage une jeunesse déjà révoltée depuis la mort de Naël, pour tenter de dissimuler le problème principal : le manque de personnel.

Alors avec ou sans abaya le cours de toute façon n'aura pas lieu, l'ignorance a gagné cette première manche, on va rentrer chez soi et attendre l'arrivée du BMP*, un sigle que nos élèves apprennent dès la rentrée : c'est celui qui manque à l'appel.

Le recrutement est lié au problème de la faiblesse des salaires et des conditions de travail : de vraies négociations s'imposent et c'est urgent, notre jeunesse mérite mieux et elle le sait, la politique de l'autruche nous mène dans le mur.

*Bloc de Moyen Provisoire

Anne Marie Bonhomme SNES—FSU

Fédération Syndicale Unitaire pour l'Éducation, la Recherche, la Culture—Bulletin de la section départementale de la FSU46, 80 rue des jardiniers, 46000 CAHORS Tel 0565221279 Mail fsu46@fsu.fr Directeur de la publication : Céline Sompayrac Imprimé par nos soins Prix = 1 euro. Ce bulletin vous a été envoyé grâce au fichier informatique des syndicats nationaux de la FSU 46. Conformément à la loi du 8 janvier 1978, vous pouvez y avoir accès, ou faire effacer les informations vous concernant en vous adressant à la FSU46, 80 rue des jardiniers, 46000 CAHORS Tel 0565221279 Mail fsu46@fsu.fr N° ISSN 1268-0613 ; CPPAP : 1225S07627

19 septembre 2023

LHOSPITALET PPDC

P4
LA POSTE
DISPENSE DE TIMBRAGE

U. ENGAGÉ-ES AU QUOTIDIEN F.S.U.

SFR
Section Fédérale des Retraités

A G annuelle des retraité-e-s

Le 9 Nov à FIGEAC

Les adhérents de la SFR recevront les infos pratiques (programme et inscription) par mail et journal, pour le reste tél 06 65 35 23 66

Page 1 : Edito

Page 2 : Rentrée 2023 dans les collèges et lycées du Lot

Page 3 : Chiche, monsieur Attal ?

Année Olympique, rentrée chaotique !

Page 4 : Un enseignement agricole : oui, mais avec quels moyens ?

Rentrée 2023 dans les collèges et les lycées du Lot : des annonces pour quels effets ?

Encore une rentrée « techniquement réussie » et pourtant dans le Lot il manque des AED (surveillants), des AESH (accompagnants d'élèves en situation de handicap), des gestionnaires... Y aurait-il un rapport avec les salaires trop bas ? Sans revalorisation conséquente, le recrutement sera de plus en plus difficile !

Force est de constater aussi qu'il n'y a pas « un professeur devant chaque classe ». Beaucoup de titulaires remplaçants sont déjà positionnés sur des postes à l'année, le nombre de contractuels recrutés dès la rentrée a augmenté, mais malgré cela il manque encore des professeurs dans les établissements. On en avait compté plus de 20 sur les 10 établissements qui nous avaient répondu dès la première semaine ! La DSDEN a beau expliqué qu'il s'agit de besoins créés par des situations de dernière minute, nous savons que cela concerne aussi des départs vers d'autres fonctions, des congés formation ou maternité, tout à fait prévisibles. De nouveaux recrutements de contractuels ont été effectués depuis ou sont en cours mais à ce jour des difficultés demeurent, particulièrement en français, physique-chimie et histoire-géographie. Etonnamment, avec la suppression de la technologie en classe de 6^e, les manques dans cette discipline ont fortement diminué par rapport à la rentrée 2022... Un exemple symptomatique de « solution » à court terme qui prive les élèves d'un enseignement indispensable à la compréhension du monde d'aujourd'hui et qui dégrade encore les conditions de travail des professeurs. Alors même que le métier n'attire plus (1800 postes non pourvus aux concours) du fait

des conditions de travail et des salaires trop bas.

Le remplacement de courte durée par des enseignants de l'établissement, via le Pacte imaginé par le président, ne règlera pas les problèmes. Car malgré les beaux discours, il ne s'agit pas de remplacer un professeur de maths par un autre professeur de maths qui saurait où en sont les élèves (c'est pratiquement impossible au pied levé et du fait des emplois du temps). Dans le département, on a déjà quelques exemples permettant de voir ce que cela peut donner concrètement : des élèves en



autonomie devant des ordinateurs ou suivant un cours d'une discipline qu'ils n'ont même pas au programme ! Heure d'étude réinventée ou heure de découverte, pourquoi pas, mais que le gouvernement n'appelle pas cela du remplacement des heures de cours perdues ! D'ailleurs le Pacte ne prend pas, on est loin des 30% de contrats signés sur lesquels tablait le ministère. Les enseignants ne sont pas dupes de ce retour du « travailler plus pour gagner plus », alors même que les services du ministère reconnaissent qu'ils travaillent en moyenne 43h par semaine. Ce qu'ils attendent et ce que les SNES-FSU défend, c'est une revalorisation pour toutes et tous sans conditions, simple reconnaissance de leur engagement pour le service public d'éducation. Et le recrutement de titulaires supplémentaires pour effectuer du vrai remplacement !

Florence CABRIT - SNES - FSU

Chiche, monsieur Attal ?

La nomination de Gabriel Attal comme ministre de l'Éducation nationale ouvre une nouvelle période qui rimera forcément avec lutte pour les personnels des écoles. Emmanuel Macron a nommé comme ministre l'un de ses plus grands fidèles qui sera peu enclin à la négociation. Il attend maintenant de lui une application docile de ses réformes et une accélération de la privatisation de l'enseignement.

Gabriel Attal a aussi été secrétaire d'État sous Jean-Michel Blanquer et va inscrire son projet éducatif dans cette logique passéiste. Dans son discours du 20 juillet, Gabriel Attal a immédiatement rappelé que les savoirs fondamentaux devaient être au cœur de l'école. Cette orientation s'inscrit complètement dans les objectifs de la circulaire de rentrée qui apparaît une fois de plus complètement déconnectée des attentes et de la réalité du terrain : aucun moyen pour le remplacement, pour la formation, une aggravation des prescriptions autour des fondamentaux et du pilotage par les évaluations nationales standardisées, un changement de culture avec des rémunérations liées au Pacte, inégalitaires et mettant les enseignants en concurrence. Pour rassurer ce nouveau ministre, fervent défenseur du



SNU (l'autre!), la FSU-SNUipp tient à rappeler qu'elle est disponible pour lui présenter son projet et les besoins des élèves et des personnels.

La découverte de l'école publique à 34 ans ne va pas de soi. Son objectif d'un-e professeur-e présent-e devant chaque classe va dans le bon sens mais comment peut-il faire une telle annonce en sachant que des milliers de postes n'ont pas été pourvus lors du dernier concours ? Autre annonce à l'occasion de ce discours, Gabriel Attal a promis « l'écoute ». Eh bien, Monsieur le Ministre, c'est simple : créez un statut pour les AESH, mettez-en place une revalorisation « historique » dans un plan pluriannuel pour tous les personnels, recrutez et formez les personnels, diminuez les effectifs, mettez en place des établissements spécialisés... Ecoutez vos personnels et non le président...

La FSU-SNUipp continuera de lutter contre les politiques destructrices de l'école publique. Elle encourage toute la profession à renforcer l'organisation syndicale majoritaire en adhérant et/ou réadhérant : ensemble nous sommes plus forts !

Année olympique ! Rentrée chaotique en EPS !!

Si nous avons bêtement pensé ou imaginé qu'une année olympique serait une année où l'EPS et le sport scolaire auraient été portés par toute cette volonté politique de rendre notre nation sportive : la douche est froide !!!

La multiplication des collèges devant rentrer dans le dispositif « 2 h de sport » est purement scandaleuse : aucune information au prof d'EPS, mise en concurrence sur les installations, mise en concurrence avec le sport scolaire, amalgame entre sport et EPS.

L'objectif affiché est la lutte contre la sédentarité des élèves, or ce sont les plus sportifs qui y sont volontaires ! ABSURDE et même dangereux pour l'avenir de la discipline EPS.

Depuis le 1^{er} septembre c'est aussi le sport scolaire qui est attaqué : il faut dire que le sport pas cher encadré par des gens compétents ce n'est pas à la mode !

En effet, après une attaque sur les budgets de l'UNSS, où il a fallu une véritable lutte au plus haut de nos instances, nos cadres ont enfin eu des réponses sur les budgets départementaux.

Voici maintenant les attaques sur son organisation :

- une plus grande entrave sur les prises de licences en obligeant de rentrer les mails des parents pour inscrire les élèves,
- un flicage en règle au moment des inscriptions où il faut certifier avoir la feuille d'inscription de l'élève,

- des entraves sur les modalités d'accompagnement des élèves lors des compétitions : un nombre d'encadrants exclusivement enseignants et en imposant aux enseignants d'être remplacés lorsqu'ils accompagnent l'équipe en déplacement.

L'objectif est clair : faire arrêter les compétitions et rencontres au sein des Associations Sportives.

D'ailleurs c'est l'une des voies choisies au budget national alors que la subvention n'a pas été augmentée depuis 2017 et que l'UNSS est exclue du dispositif

« pass sport » au profit de salles de sport privées.

Mais les profs d'EPS se révoltent, réagissent et interpellent les plus hautes instances, déjà entre le 1^{er} septembre et aujourd'hui, le ministère a reculé sur le mail des parents grâce à l'intervention du SNEP, alors ne soyons pas fatalistes et mobilisons-nous !!

Laure FOLTZER - SNEP - FSU



RÉFORME DES RETRAITES C'EST NON
PACTE RÉFORME DE LA VOIE PRO FUSION DES AED ET AESH NON
POUR LA DÉFENSE DU SERVICE PUBLIC D'ÉDUCATION

